

2 ANS ET DEMI DE CHANGEMENT AU SERVICE DES FRANÇAIS

« La France s'était endormie depuis 25 ans. Elle ne s'était pas adaptée au même rythme que les autres pays. Il n'y a qu'une stratégie possible : mettre en place le changement. »

NICOLAS SARKOZY, le 24 avril 2008

1. A mi-mandat, tous les engagements du programme présidentiel ont été tenus

Tenir les engagements, c'est **la marque de fabrique** de Nicolas SARKOZY. **Les 90 réformes promises** pendant la campagne en 2007 ont été engagées et mises en œuvre par le Président de la République et le Gouvernement de François FILLON avec le soutien de la majorité parlementaire.

- **Le Gouvernement a eu le courage de conduire des réformes difficiles que tout le monde pensait irréalisables.**
 - C'est le cas de **l'autonomie des universités**. On en parlait depuis 30 ans, et depuis les protestations contre la loi DEVAQUET en 1986, l'enseignement supérieur était considéré comme irréformable. Au 1^{er} janvier prochain, deux ans et demi après l'élection de Nicolas SARKOZY, ce sont plus de 60 % des universités françaises qui seront passées à l'autonomie !
 - C'est le cas aussi de l'alignement des **régimes spéciaux de retraite** (RATP, SNCF, EDF, GDF...) sur le droit commun. Les socialistes avaient multiplié les rapports, le Gouvernement de François FILLON a agi, afin que les efforts soient équitablement répartis pour financer les retraites.
 - C'est le cas enfin de **la réforme de la représentativité syndicale** dont les règles n'avaient pas évolué depuis 1966 ! La loi sur la rénovation de la démocratie sociale du 20 août 2008 fait désormais reposer la représentativité syndicale sur l'élection.

- Dans des domaines sur lesquels on n'avait jamais entendu que des grands discours, **le Gouvernement est passé de la parole aux actes.**
 - En matière d'écologie, avec la mise en œuvre du **Grenelle de l'environnement** qui fait de notre pays le pionnier de la lutte contre le réchauffement climatique et trace la route d'une « croissance verte ».
 - **Avec la création du RSA** et son extension aux jeunes actifs qui met fin à des années de politique d'assistanat en récompensant le travail et la reprise d'activité.
 - **Avec la réforme de l'audiovisuel public** qui permet aujourd'hui d'offrir aux Français une télévision et des programmes de qualité, détachés des contraintes commerciales, grâce à la suppression de la publicité.

Avec la mise en œuvre de ces 90 réformes, **Nicolas SARKOZY est resté totalement fidèle à ses grands engagements de campagne.**

▪ La réhabilitation du travail se poursuit

- L'exonération de charges et d'impôts sur **les heures supplémentaires** permet aujourd'hui aux Français qui souhaitent gagner plus, de travailler plus et plus facilement.
- C'est aussi pour donner plus de liberté aux Français qui souhaitent travailler que nous avons étendu la possibilité **d'ouvrir les magasins le dimanche** et que nous avons créé **le statut de l'auto-entrepreneur** qui est vrai succès avec **230 649 demandes de créations d'entreprises en auto-entrepreneurs fin septembre 2009.**
- **La Fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC** dans « Pôle Emploi » avance à bon rythme. Elle permettra d'offrir le meilleur accompagnement individuel possible aux demandeurs d'emploi.
- **La réforme de la formation professionnelle**, qui a été votée en octobre 2009 par le Parlement, va permettre d'affecter plus de moyens vers ceux qui en ont le plus besoin : les demandeurs d'emploi et les salariés les moins qualifiés.
- Dans le cadre du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes, présenté en avril 2009, **le soutien à l'alternance** a été renforcé pour faciliter au maximum l'insertion des jeunes dans l'emploi.

▪ La réforme de notre fiscalité au service du travail, de la compétitivité de nos entreprises et de l'environnement est en marche

Le Gouvernement a engagé **une réforme sans précédent de notre fiscalité** qui aura permis entre 2007 et 2010 de baisser de 16 Mds € les prélèvements obligatoires pesant sur le travail des Français et sur la compétitivité des entreprises.

- **L'impôt ne doit pas freiner le travail, il doit au contraire l'encourager.** C'est tout le sens de la mise en place du **bouclier fiscal à 50%** qui permet à chaque Français ne pas verser plus de la moitié de ses revenus à l'Etat. Et parce que les efforts de toute une vie doivent être récompensés, le Gouvernement a également **supprimé les droits de succession** pour 95 % des Français des classes moyennes et modestes qui ont mis toute leur vie à accumuler un petit patrimoine.
- **La fiscalité doit également soutenir l'emploi et la compétitivité de notre économie.** C'est pourquoi le Président de la République a décidé de **supprimer la taxe professionnelle** sur les investissements productifs. En 2010, ce sont ainsi 12 Mds € qui vont être injectés dans la trésorerie de nos entreprises (5,8 Mds € en rythme de croisière). **La suppression progressive de l'IFA** (imposition forfaitaire annuelle) et **la baisse de la TVA de 19,6% à 5,5% dans la restauration** s'inscrivent dans la même logique : favoriser les investissements des entreprises et donc l'emploi.
- **La fiscalité devient un outil au service du changement de comportements des ménages et des entreprises.** Après le bonus/malus automobile, c'est l'objectif poursuivi par **la taxe carbone** sur les énergies fossiles : inciter les ménages à réduire leur consommation d'énergies fossiles. Son produit sera entièrement restitué aux ménages de manière forfaitaire pour leur laisser les moyens d'investir dans les équipements qui leur permettront justement d'économiser l'énergie.

▪ Malgré la crise, la maîtrise des dépenses publiques reste une priorité

Si les déficits publics se sont creusés à 157 Mds € en 2009, c'est à cause de la crise. Notre pays a enregistré une chute brutale des recettes fiscales (-55 Mds €) avec un impact majeur sur le déficit de l'Etat.

La France a également choisi, avec le plan de relance, d'investir davantage et de soutenir massivement les Français. Cette stratégie est payante puisque notre pays enregistre la meilleure performance de croissance de tous les grands pays industrialisés pour 2009. Pour autant, le

Gouvernement maintient l'objectif d'un **retour à l'équilibre de ses finances publiques**, après la crise. Les dépenses sont tenues grâce à **une politique rigoureuse de maîtrise des dépenses courantes et de fonctionnement**.

- **Avec le non-remplacement d'un départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux.** Depuis 2007, 100 000 postes de fonctionnaires n'ont pas été remplacés. Les fonctionnaires seront ainsi moins nombreux mais mieux payés.
- **Avec la révision générale des politiques publiques (RGPP) pour dépenser juste ce qu'il faut là où il faut.** Une première phase est arrivée à son terme. Elle sera relancée pour lutter partout contre les gaspillages d'argent public.
- **Avec la fusion de la direction générale des impôts et du Trésor public pour offrir un interlocuteur unique aux contribuables.**
- Ou encore avec **la réforme de la carte judiciaire**, qui n'avait pas évolué depuis 1958, pour mieux concentrer les moyens de la Justice là où les Français les attendent.

■ **Le combat pour garantir la sécurité des Français et lutter contre la délinquance continue au quotidien**

En 2009, la délinquance est revenue à son niveau de 1997, effaçant l'explosion des crimes et délits de 17% entre 1997 et 2002 sous le gouvernement JOSPIN. Depuis 2001, le taux d'élucidation a quant à lui progressé de 50%. C'est le résultat des mesures prises par le Gouvernement :

- **Le rapprochement de la Police et de la Gendarmerie sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur**, pour une plus grande coordination des forces de l'ordre sur l'ensemble du territoire.
- **Le plan national de développement de la vidéo-protection** dans toutes les communes de France qui le souhaitent.
- **La création d'un délit d'appartenance à des bandes violentes** pour prendre en compte l'évolution des formes de la délinquance.
- Et dans le domaine judiciaire, avec **les peines planchers contre les récidivistes** (14 000 peines planchers prononcées depuis 2008) et la création d'une **rétenion de sûreté pour les criminels les plus dangereux** qui ont achevé leur peine.

■ **La démocratie exemplaire souhaitée par Nicolas SARKOZY est devenue une réalité**

Une démocratie exemplaire, c'était d'abord **plus de pouvoirs pour le Parlement et de nouveaux droits pour l'opposition**. Avec **la réforme de notre Constitution**, le Gouvernement a procédé au plus grand rééquilibrage des pouvoirs depuis 50 ans !

- **Le Parlement est désormais consulté pour les nominations aux fonctions importantes** et les parlementaires peuvent bloquer une nomination avec une majorité des 3/5.
- **La commission des Finances** de l'Assemblée nationale, l'une des plus stratégiques, est **confiée à un membre de l'opposition**, Didier MIGAUD.
- **Le recours à la procédure d'urgence et au 49-3 par le Gouvernement est à présent limité.**
- **La maîtrise de la moitié de l'ordre du jour revient désormais au Parlement.**

Une démocratie exemplaire, c'est également **plus de droits pour les citoyens**.

- **Le Conseil Supérieur de la Magistrature va pouvoir être saisi par les justiciables** qui s'estiment victime de la négligence d'un magistrat.
- **Un Défenseur des droits** va être mis en place avec des pouvoirs renforcés (injonction). Il veillera au respect des libertés publiques et individuelles dans notre pays.

■ Un nouvel équilibre entre les droits et les devoirs de chaque citoyen se met en place

Parce que le fondement de la vie en société doit être la responsabilité, **les droits accordés à chaque Français doivent avoir pour contrepartie des devoirs.**

- Parce que le droit de grève des uns devait être concilié avec le droit de travailler des autres, le Gouvernement a mis en place **la garantie d'un service minimum dans les transports en commun et à l'école.**
- Parce que le droit de chaque chômeur à être indemnisé et à bénéficier d'un accompagnement adapté à sa situation ne va pas sans le devoir de s'impliquer dans la recherche d'un emploi, le Gouvernement a introduit **des sanctions pour tout refus de deux offres valables d'emploi.**
- Parce que qu'Internet, qui est une formidable opportunité pour la diffusion de la création, ne peut pas être livré au pillage de la propriété intellectuelle et artistique des créateurs, le Gouvernement a **renforcé la protection de la création artistique sur Internet** avec la loi HADOPI.

■ Notre politique d'immigration est enfin équilibrée : à la fois ferme et humaine

La France est un pays ouvert et elle le restera. Pour autant, comme tous les autres pays, elle a le droit de choisir qui elle souhaite accueillir sur son territoire. Alors que nous étions depuis des années otages du laisser-faire absolu ou du mythe de l'immigration zéro, le Gouvernement a mis en place une **véritable politique d'immigration choisie**, à la fois humaine et ferme.

- Pour traiter l'ensemble des questions migratoires, un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire a été mis en place.
- Les conditions du regroupement familial ont été durcies dès 2007. Désormais la maîtrise de la langue française est obligatoire : 100 000 contrats d'accueil et d'intégration seront signés sur l'année 2009.
- La lutte active contre l'immigration clandestine et les filières se poursuit : nous sommes passés à 30 000 reconduites à la frontière en 2008 contre 10 000 par an en 2002.

2. Face à une crise mondiale sans précédent, le Gouvernement a immédiatement répondu présent

Dès le discours de Toulon du 25 septembre 2008, et quelques jours après la faillite de Lehman Brothers, **Nicolas SARKOZY a pris toute la mesure de la gravité de la crise et a dit la vérité aux Français** : cette crise allait avoir des conséquences durables sur l'activité, l'emploi et le pouvoir d'achat des Français.

Le Gouvernement a donc pris, sans délai, des mesures massives pour préserver notre système bancaire, soutenir l'activité et protéger les Français les plus fragiles.

- Le Gouvernement a mis en place en moins de 5 jours **un plan de soutien au financement de l'économie.**
 - **Ce plan a permis d'assurer la stabilité de nos banques, de garantir les dépôts des Français et d'éviter l'asphyxie de notre économie.** Il n'a rien coûté au contribuable. Au contraire, les intérêts payés par les banques ont rapporté 1,8 Md € à l'Etat en 2008 et 2009.
 - Parallèlement, un dispositif de Médiation du Crédit a été créé pour veiller au maintien du financement des entreprises et notamment des PME. Résultat : 1,6 Md € de crédits ont été débloqués, 8 000 sociétés ont été confortées et 160 000 emplois préservés.

- **Pour relancer l'économie par des investissements qui donnent du travail aux Français et qui préparent l'avenir de notre pays :**
 - Nicolas SARKOZY a annoncé, le 4 décembre 2008, **un plan de relance massif** de plus de 60 Mds € représentant 3,5 % du PIB.
 - **La prime à la casse et le bonus/malus** ont également permis de soutenir l'activité dans l'automobile, le principal secteur industriel français. En octobre 2009 par rapport à octobre 2008, les ventes de voitures neuves ont bondi de + 20,1 % ! Au total, d'ici à la fin de l'année 2009, près de 500 000 véhicules devraient en bénéficier.

- **Parce que les Français les plus fragiles étaient les premiers exposés à la crise, le Gouvernement a pris des mesures fortes pour soutenir leur pouvoir d'achat lors du sommet social du 18 février 2009 :**
 - **La suppression des 2^{ème} et 3^{ème} tiers provisionnels pour 2009** pour près de 6 millions de contribuables modestes.
 - Le versement anticipé du RSA de 200 € en avril 2009.
 - Une prime exceptionnelle de 150 € pour les familles modestes avec enfants.

- **Pour amortir le choc de la crise sur l'emploi, le Gouvernement avec les partenaires sociaux a mis en place des réponses innovantes qui engage notre pays sur la voie d'une véritable Sécurité sociale professionnelle :**
 - **La création du Fonds d'investissement social (FISO)** permet de mieux coordonner les efforts de l'Etat et des partenaires sociaux en matière d'emploi.
 - **Une meilleure indemnisation de l'activité partielle** pour prévenir les licenciements économiques. Ce sont 320 000 personnes qui ont bénéficié de ce dispositif au deuxième trimestre 2009, soit 10 fois plus qu'un trimestre "normal".
 - **La suppression des charges pour les embauches dans les TPE** qui est un succès puisqu'elle a conduit à 550 000 embauches depuis décembre 2008. Elle sera donc prolongée jusqu'au 30 juin 2010.
 - **L'extension du contrat de transition professionnelle (CTP)** à 25 bassins d'emplois sinistrés pour les salariés licenciés économiques des entreprises de moins de 1 000 salariés et **l'amélioration de la convention de reclassement personnalisée (CRP)**, pour maintenir pendant un an le revenu des personnes victimes d'un licenciement.

Cette stratégie réactive du Gouvernement, couplée aux mesures massives qui ont été prises, permet à notre pays de mieux résister que ses principaux partenaires.

- **En 2009, la performance économique française est la moins mauvaise de tous les grands pays industrialisés.** Nous attendons -2,2% de croissance en 2009 contre -2,5% aux Etats-Unis, -4,9% en Allemagne ou -4,4% au Royaume-Uni.

- **La France est parvenue à mieux amortir la brutale dégradation de l'emploi que la plupart de ses voisins.** Si le nombre de chômeurs en France était en août 2009 supérieur de 20% à son niveau de mai 2007, il a en revanche plus que doublé aux Etats-Unis (+120%) et en Espagne (+148%). La France enregistre une hausse du chômage de 10 points inférieure à la moyenne de la zone euro qui atteint 30%.

3. Depuis 2 ans et demi, la France est de retour sur la scène internationale

Nicolas SARKOZY a souhaité que la France reprenne toute sa place sur la scène européenne et internationale. **Depuis deux ans et demi, la France est plus présente et plus influente.**

- **L'Europe était en panne. Grâce au volontarisme de Nicolas SARKOZY, elle a été remise sur les rails :**
 - ➔ Pour relancer l'Europe, Nicolas SARKOZY a fait adopter par nos partenaires européens **un traité simplifié qui est devenu le Traité de Lisbonne**. Il s'est battu sans relâche pour obtenir l'accord de l'ensemble des Etats membres. Grâce aux dernières ratifications irlandaise et tchèque, les derniers obstacles à la mise en place de ce traité sont désormais levés : il entrera en vigueur avant la fin de l'année 2009.
 - ➔ Avec la Présidence française de l'Union européenne (PFUE), **la France a imposé l'UE comme un acteur majeur pour faciliter le règlement des conflits** : Russie-Géorgie et Moyen-Orient. Par ailleurs, la PFUE a rempli tous les objectifs qu'elle s'était assignés : l'adoption du paquet énergie-climat, le pacte européen sur l'asile et l'immigration, la relance de l'Europe de la Défense avec la première opération navale européenne « Atalante » pour lutter contre la piraterie au large de la Somalie.

- **La voix de la France pèse de nouveau de façon décisive sur la scène internationale :**
 - ➔ Sous l'impulsion de Nicolas SARKOZY, qui a su convaincre ses partenaires européens et mondiaux, **trois G20 se sont tenus depuis l'automne 2008 pour organiser une réponse mondiale à la crise économique et aux excès du capitalisme financier**. A l'occasion de ces sommets, des mesures sans précédent ont été prises pour **réguler et moraliser le capitalisme** : accord sur les bonus des traders, encadrement des *hedge funds* et des agences de notations, lutte contre les paradis fiscaux. Enfin, lors du dernier sommet à Pittsburgh, le monde s'est doté **d'une nouvelle gouvernance mondiale avec l'institutionnalisation du G20**.
 - ➔ La France est également intervenue de façon décisive pour **obtenir la libération d'otages**, comme les infirmières bulgares ou les otages des FARC.

4. A mi-mandat, la volonté réformatrice reste intacte

Nicolas SARKOZY a été élu pour **préparer l'avenir de notre pays en le réformant en profondeur et durablement**. Malgré la crise, il **n'a jamais dévié de cet objectif**.

- **Préparer l'avenir de la France, c'est donner un avenir à nos enfants :**
 - ➔ Depuis 2007, le Gouvernement a engagé **le combat contre l'échec scolaire**. A l'école avec **la mise en place de l'accompagnement éducatif** (8 heures par semaine), avec de **nouveaux programmes recentrés sur les fondamentaux**, avec l'introduction d'évaluations-bilan en CE1 et CM2 et la création d'une aide personnalisée pour les élèves en difficulté.
 - ➔ **Avec la réforme du lycée**, axée sur l'orientation des élèves, l'accompagnement personnalisé, le renforcement des langues étrangères et la préparation à l'université, le 2^{ème} volet de cette politique se met en place.

- **C'est également miser sur la connaissance, l'innovation et le savoir, et donc sur l'université et la recherche :**
 - ➔ Conformément aux engagements de Nicolas SARKOZY, ce sont **15 Mds € sur 5 ans qui sont consacrés aux universités autonomes**, installées sur des campus d'envergure internationale, rénovés grâce au Plan Campus d'un montant supplémentaire de 5 Mds €.

- Pour pallier le manque d'investissements des entreprises privées en matière de recherche et développement, le **Gouvernement a triplé le taux du crédit impôt recherche à l'automne 2007**. La France dispose aujourd'hui du **dispositif le plus incitatif d'Europe pour innover** !
- **C'est aussi se donner les moyens d'une croissance verte et durable :**
 - **Avec le Grenelle de l'environnement, le Gouvernement a enfin réconcilié développement durable et croissance**. Cela se concrétise dans des actions ambitieuses telles que le développement de nouvelles lignes de TGV et des énergies renouvelables, l'isolation des logements. Le projet du **Grand Paris** s'inscrit dans cette nouvelle dynamique pour faire de Paris une métropole durable, vitrine du XXIème siècle.

Pour la seconde partie du quinquennat, le Président de la République et le Gouvernement gardent le cap et le rythme des réformes pour poursuivre la transformation de notre pays.

- **Pour simplifier notre organisation administrative, renforcer la démocratie locale et redonner de l'attractivité à nos territoires**, Nicolas SARKOZY a lancé une réforme historique des collectivités territoriales avec la création de 3 000 conseillers territoriaux qui remplaceront les 6 000 conseillers généraux et régionaux, avec l'élection des délégués intercommunaux au suffrage universel, et la clarification des compétences entre collectivités.
- **Parce qu'il faut dès maintenant cibler nos priorités et investir massivement** dans les secteurs où se joue l'avenir de notre pays, le Président de la République a lancé l'idée d'un **grand emprunt**, pour lequel les deux anciens Premiers ministres, Michel ROCARD et Alain JUPPE, ont été missionnés.
- **Pour préserver notre système de retraite malgré le vieillissement de la population**, le débat sera ouvert sans tabou à l'occasion **du rendez-vous 2010** sur les retraites.
- **Pour que notre pays progresse encore sur la voie des libertés et qu'aucun citoyen ne se retrouve seul face à la machine judiciaire**, Nicolas SARKOZY a souhaité la création d'une procédure d'*Habeas corpus* qui se concrétisera dans la réforme de la procédure pénale actuellement en préparation.

En deux ans et demi, grâce à des réformes majeures, débattues et votées par la majorité parlementaire, négociées avec les partenaires sociaux, le Président de la République et le Gouvernement, malgré une crise sans précédent, ont dégrippé les moteurs du changement et remis la France en mouvement.

Luc CHATEL